

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ADOPTION DU REGLEMENT INTÉRIEUR DE LA F3SCT

Séance du 27 octobre 2025 Dûment convoqué le 21 octobre 2025

En l'an 2025, le lundi 27 octobre à 18 heures, les membres du conseil communautaire se sont réunis en séance publique, sous la présidence de M. Pierre BATAILLE, Président de la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes.

Présents (21): J.-P. ASTRUCH, P. BATAILLE, M. BLANC, P. BLANQUE, P. CAMPS, J. CORDELETTE, C. DELIAS, J.-L. DEMELIN, J. GARRABE-POUGET, S. GAUMOND, A. HUG, J.-D. LAPORTE, D. MARIN, S. POLATO, M. POUDADE, S. PRUDENTOS, M. RIFF, P. RIU, A. TAHOCES, S. VAILLS, G. VICENS.

Absents (5): F. DESCLAUX, C. NOLIN, F. OMAHSAN, S. PONSA, M. SANTANACH.

Pouvoirs (10): H. BAUDET (à A. HUG), A. BOUSQUET (à P. BLANQUE), M. GARCIA (à M. POUDADE), C. LANDRIEU (à P. CAMPS), J.-L. LACUBE (à J.-D. LAPORTE), P.-L. LE TAON-BARRES (à J.-L. DEMELIN), A. LUNEAU (à M. RIFF), F. MARTIN (à M. BLANC), P. PETITQUEUX (à P. BATAILLE), C. VERDAGUER (à S. POLATO).

Secrétaire de séance : Stéphanie PRUDENTOS.

Acte n°: CCPC-2025300-027

Rapport

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la fonction publique ;

VU le code du travail :

CONSIDERANT que la F3SCT s'est réunie le 8 octobre 2025 pour adopter son règlement intérieur et qu'il convient de le faire adopter par l'assemblée délibérante de la communauté de communes ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

Il est proposé au conseil communautaire :

De valider le règlement intérieur de la F3SCT;

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide (à l'unanimité):

De valider le règlement intérieur de la F3SCT ;

D'autoriser le Président à signer tout document relatif à cette opération

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le jour, mois et an ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture 066-246600464-20251027-CCPC-2025300-27-DE Date de réception préfecture : 28/10/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

Affiché le :
Transmis en sous-préfecture le
Document exécutoire à compter du



Accusé de réception en préfecture 066-246600464-20251027-CCPC-2025300-27-DE Date de réception préfecture : 28/10/2025